



## La Colombie après trois ans de mandat de Gustavo Petro

Jean-Louis MARTIN

### ► Points clés

- Les attentes de réformes, notamment sociales, qui ont permis l'élection de Gustavo Petro à la présidence en juin 2022 ont été largement déçues.
- Après une première année de mandat prometteuse, les réformes se sont en effet enlisées dans des conflits récurrents entre un Congrès majoritairement conservateur et une présidence désordonnée et agressive. L'ambition présidentielle de « paix totale » a elle aussi échoué face à des groupes mafieux peu intéressés par des négociations.
- Bien que le président Petro garde un socle non négligeable de popularité, ces échecs laissent présager un recul significatif de la gauche aux élections législatives de mars 2026 et un probable succès de la droite aux présidentielles de mai-juin 2026.
- L'échec de Gustavo Petro est ainsi une occasion perdue de réformer un pays où les injustices sociales constituent sans doute le principal frein au déploiement d'un potentiel pourtant réel, dont on ne peut non plus attendre qu'il émerge dans un retour aux politiques traditionnelles.

# Introduction

L'élection en juin 2022 de Gustavo Petro à la présidence de la Colombie portait de grands espoirs de réformes sociales dans un des pays les plus inégalitaires au monde, et gouverné depuis l'indépendance par des droites rarement réformistes. Un an avant la fin du mandat de Petro (non rééligible), il faut constater que ces attentes ont été largement déçues, les initiatives chaotiques d'un président qui n'a pas su prendre la mesure de sa fonction étant souvent bloquées par un Congrès structurellement conservateur. Un retour à une politique plus traditionnelle est donc le scénario le plus probable après les élections de 2026.



© Wikimedia Commons, [https://es.m.wikipedia.org/wiki/Archivo:Mapa\\_de\\_Colombia](https://es.m.wikipedia.org/wiki/Archivo:Mapa_de_Colombia).

## Colombie : quelques indicateurs économiques

	2024		2020	2021	2022	2023	2024	2025p
Population (millions)	52,9	PIB (croissance en volume, %)	-7,2	10,8	7,3	0,6	1,6	2,4
PIB (Mds USD)	419	Inflation (moyenne annuelle, %)	2,5	3,5	10,2	11,7	6,6	4,7
PIB ppa/hab. (USD)	21563	Balance courante (% du PIB)	-3,4	-5,6	-6,0	-2,3	-1,8	-2,3
Taux d'épargne (% PIB)	15,3	Fin. publiques : solde global (% PIB)	-7,0	-7,1	-6,2	-4,2	-6,8	-7,1
IDH (2023)*	83	Dettes publiques (% du PIB)	65,3	64,4	61,3	55,5	63,0	65,0
Gouvernance (2023)**	46	Change : COP/USD (fin d'année)	3433	3981	4810	3822	4409	4500

\* Indicateur de Développement Humain (Nations Unies) : classement sur 193 pays

\*\* Moyenne des World Governance Indicators (Banque Mondiale) 3 à 6; classement de 0 (min.) à 100 (max.); 50 : moyenne

Sources : Banque mondiale, FMI, DANE.

## L'élection de Gustavo Petro en juin 2022 : une profonde attente de réformes

Gustavo Petro a été élu président de la République de Colombie le 19 juin 2022, avec une marge plutôt étroite (50,4 % contre 47,3 %), face à l'ancien maire de Bucaramanga, Rodolfo Hernández. Petro l'a emporté à Bogotá et dans la quasi-totalité des départements périphériques (souvent les plus pauvres), en particulier sur les côtes caraïbe et pacifique, alors que Hernández était majoritaire dans tous les départements de l'intérieur, à l'exception de Bogotá.

Toute la droite s'était rangée au second tour derrière Rodolfo Hernández. Gustavo Petro a pour sa part rassemblé les votes de trois groupes. D'un côté, la gauche regroupée dans une coalition de partis (le *Pacto Histórico*) dont il était le représentant au premier tour ; de l'autre, une partie du centre-gauche qui l'a soutenu après l'échec au premier tour de son candidat Sergio Fajardo ; et enfin, moins politisés mais beaucoup plus nombreux, une grande partie des groupes sociaux les plus modestes, qui ont vu en Petro un candidat plus proche d'eux, non issu de l'oligarchie ou de la frange aisée de la classe moyenne, et qui promettait plus de justice sociale. Leur soutien a été important pour Petro car il s'agit de personnes votant en général moins que la moyenne. Le taux de participation élevé pour la Colombie (58,2 %), le nombre record de votes recueillis par Petro (11,3 millions) et son triomphe dans les départements périphériques les plus pauvres (82 % dans le Chocó, 81 % dans le Nariño) confirment le rôle décisif de ce groupe dans la victoire de Petro.

Les attentes sociales étaient considérables, d'autant plus que Petro est le premier président clairement de gauche élu en deux siècles d'indépendance<sup>1</sup>. À 21 600 dollars (USD) par habitant en 2024, le produit intérieur brut (PIB) colombien en parité de pouvoir d'achat se situe un peu au-dessus de la moyenne de l'Amérique latine, mais la pauvreté et les inégalités restent très présentes. La pauvreté décroît lentement depuis dix ans : le taux de pauvreté monétaire était de 33 % en 2023, revenant ainsi au-dessous de son niveau d'avant la pandémie (35,5% en 2018), après un pic de 43,1 % en 2020<sup>2</sup>. En revanche, le taux de pauvreté extrême ne diminue pas, fluctuant autour de 11 % (11,4 % en 2023) à l'exception d'un pic de 17,3 % en 2020. Surtout, la Colombie reste très inégalitaire, et les inégalités ne se résorbent pas. À 0,546, le coefficient de Gini n'a retrouvé en 2023 que son niveau de 2013, après une nette hausse en 2020 et 2021. Selon le dernier rapport sur le

---

La Colombie reste très inégalitaire, et les inégalités ne se résorbent pas

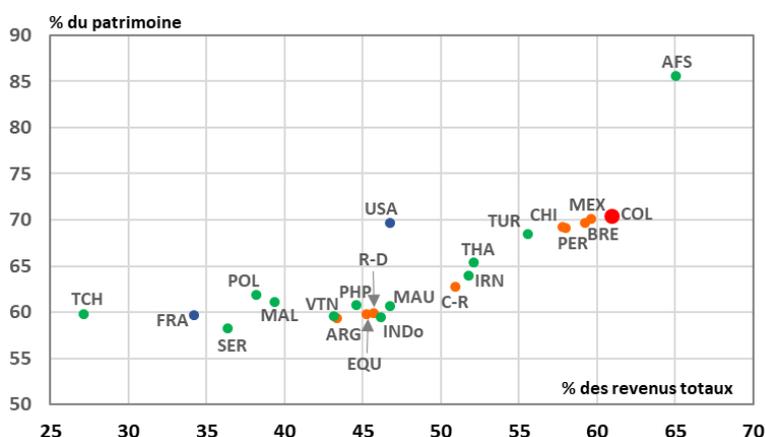
---

1. Quelques réformes avaient toutefois été menées par Alfonso López Pumarejo pendant son premier mandat (1934-1938) et par Ernesto Samper (1994-1998), interrompues dans ce second cas par une crise politique.

2. Source : Departamento Administrativo Nacional de Estadística (DANE). Cette forte hausse de la pauvreté pendant la pandémie a été observée dans toute l'Amérique latine. Elle est essentiellement due aux mesures de confinement, qui ont affecté et parfois supprimé les revenus de la moitié (en moyenne) de la population active dans le secteur informel. En 2020, le PIB colombien chutait de 7,2 % en volume, avant un rebond spectaculaire en 2021 et 2022 (+ 10,8 % puis + 7,3 %).

développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)<sup>3</sup>, la Colombie serait ainsi le troisième pays le plus inégalitaire au monde, dépassé seulement par l'Afrique du Sud et la Namibie. La World Inequality Database (WID), avec des calculs plus affinés<sup>4</sup>, confirme ce point : la Colombie serait bien légèrement plus inégalitaire que le reste de l'Amérique latine pour la plupart des indicateurs d'inégalités (cf. graphique). Une des conséquences est que la Colombie, au 83<sup>e</sup> rang sur 193 pays (et qui progresse lentement) pour l'indicateur de développement humain (IDH) du PNUD, recule au 107<sup>e</sup> rang pour l'IDH corrigé pour prendre en compte les inégalités.

### Part des revenus et du patrimoine détenus par les 10 % les plus aisés, en 2023



Source : World Inequality Database.

Ces injustices sociales ont de nombreux effets adverses. D'une part sur la croissance<sup>5</sup>, en maintenant la taille du marché national bien au-dessous de ce qu'il pourrait être si la répartition des revenus était plus égalitaire. Cela constitue une désincitation à l'investissement, qu'il soit domestique ou étranger. C'est aussi un handicap à l'émergence d'entreprises locales capables de se développer ensuite à l'international. Le maintien dans l'informalité d'une part significative de la population active (estimée à 56 % par le DANE) affecte également sa productivité. Les inégalités ont aussi un impact politique : la population défavorisée participe peu aux processus électoraux, et a donc peu d'influence sur la politique économique ou sociale, mais constitue une cible privilégiée pour tous les populismes. Enfin, il est évident que la pauvreté et les inégalités sont parmi les principaux facteurs de violence en Colombie. On rappellera que les revendications sur la terre sont considérées comme les causes premières de l'émergence des guérillas colombiennes dans les années 1950. Aujourd'hui, la pauvreté et les inégalités contribuent à entretenir un niveau élevé de violence et d'insécurité urbaines.

3. Human Development Report 2025, PNUD, 2025 disponible sur : <https://hdr.undp.org>.

4. La WID homogénéise la méthodologie entre les pays et élargit les revenus pris en compte, ce qui conduit à constater un degré d'inégalités nettement plus élevé que dans la plupart des Gini publiés nationalement.

5. Alain Rouquié synthétise l'indifférence aux inégalités par la formule, très juste : « La reproduction sociale avant la production économique ». Cf. *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris, Albin Michel, 2010.

## Une déception

Le gouvernement Petro a apporté certaines réponses à ces attentes d'une plus grande justice sociale : les réformes fiscales, du système de retraite, et du travail vont ainsi dans ce sens. Mais plusieurs autres se sont enlisées. En outre, l'objectif de « paix totale » affiché par Petro avant son élection est très loin d'être atteint : aucune amélioration significative n'est enregistrée dans les régions où sévissent les groupes armés illégaux. Une partie de ces échecs tient à la résistance d'un Congrès où les forces réformistes sont très minoritaires, ou à la difficulté objective de négocier avec des groupes mafieux, mais la personnalité difficile du président et l'affaiblissement progressif de son gouvernement sont bien les principales raisons de la modestie des résultats de l'administration Petro.

### ***Des réformes enlisées***

Cela a pourtant bien commencé, avec le vote d'une réforme fiscale dès novembre 2022, largement grâce à la crédibilité technique du ministre des Finances J. A. Ocampo. La réforme visait d'une part à contribuer au rétablissement des finances publiques durement affectées par la pandémie de Covid-19, et d'autre part à agir en faveur de « l'égalité et la justice sociale ». Elle ciblait en effet les revenus élevés en réduisant les possibilités de déductions et d'exemptions, et introduisait un (modeste) impôt sur le patrimoine, les entreprises étant en revanche peu affectées par la réforme. Bien qu'elle ait miné la popularité de Petro dans la classe moyenne supérieure, cette réforme était opportune et juste, car corrigeant un peu la faiblesse de la fiscalité sur les personnes physiques (faiblesse qui est la norme en Amérique latine) sans céder à la facilité d'un alourdissement de la taxation des plus pauvres<sup>6</sup>.

La réforme des retraites, votée en juillet 2024, est également le produit d'un consensus. Elle améliore la cohérence entre les systèmes publics et privés de retraites, et élargit l'accès à celles-ci pour les plus modestes, en mettant en place quatre « piliers » : solidaire, semi-contributif, contributif et d'épargne volontaire. Elle est entrée en application le 1<sup>er</sup> juillet 2025.

Le sort de la réforme de la santé est beaucoup plus incertain. Gustavo Petro veut une extension de la couverture sanitaire, en particulier en zone rurale, et une reprise par l'État du rôle d'intermédiaire financier entre le système de santé (qui serait resté très largement privé) et les usagers, aujourd'hui rempli par les *Entidades Promotoras de Salud* (EPS), qui sont en pratique des assureurs pour la santé privés. Le premier point fait consensus, pas du tout le second. Malgré les imperfections (notamment de peu s'intéresser aux personnes les plus modestes) et les dérives (jusqu'à des escroqueries et des faillites) du système des EPS, beaucoup craignent que cette ré-étatisation ne soit source d'inefficacité, de corruption, d'une dégradation de la qualité des services, et d'une dérive du coût pour

---

6. Ce qui avait été l'option du gouvernement Duque (2018-2022) avec une tentative d'abaissement du seuil d'imposition et une hausse de la TVA, abandonnées après les pires émeutes des dernières années en 2021.

les finances publiques. Après de fortes pressions du gouvernement et du président Petro et l'octroi de quelques postes administratifs à des partis hésitants, la réforme a été approuvée par la Chambre des représentants en mars 2025. Mais son vote par le Sénat, qui l'avait rejetée en avril 2024, dans des termes proches, est loin d'être assurée.

La réforme agraire a toujours été une des priorités politiques de Gustavo Petro. La Colombie est en effet le pays d'Amérique latine où le taux de concentration de la propriété foncière est le plus élevé. Les exploitations de plus de 500 hectares (ha), qui représentent 0,4 % du nombre d'exploitations, occupent 75,7 % des terres agricoles, alors que les 73,2 % d'exploitations de moins de 5 ha n'en détiennent que 2,3 %<sup>7</sup>. Le taux de pauvreté en milieu rural était de 41,2 % en 2023, contre 26,4 % dans les 13 villes principales (et de 19,8 % pour la pauvreté extrême, contre 6,4 %). La concentration foncière a aussi un effet adverse sur la productivité agricole, beaucoup de grandes propriétés se limitant, même dans des environnements favorables, à un élevage bovin extensif. Les « accords de paix » conclus en 2016 entre le gouvernement colombien et la guérilla des FARC prévoyaient une réforme agraire. Dans cette perspective, Gustavo Petro annonçait en octobre 2022 l'intention d'achat par l'État de 3 millions d'hectares aux éleveurs pour accélérer la redistribution de terres. Des terres ont bien été achetées et distribuées, mais à un rythme beaucoup plus lent que prévu : seulement 112 000 ha avaient été rachetés mi-2024, et parfois dans des conditions très critiquées (prix trop élevés, terres difficilement exploitables, achats à des familles de paramilitaires condamnés pour crimes...).

## ***Une violence persistante***

La « paix totale » promise par Gustavo Petro ne figurait pas parmi les principales attentes de la population colombienne lors de l'élection de 2022. Les attentes en matière de sécurité étaient réelles mais hétérogènes : en ville, une lutte plus ferme contre la délinquance de droit commun (souvent liée au commerce de détail des stupéfiants), dans les campagnes, une reprise de contrôle par l'État de vastes territoires abandonnés aux groupes mafieux collecteurs, transformateurs et exportateurs de dérivés de la coca.

La violence urbaine de droit commun s'est stabilisée à un niveau élevé, mais pas exceptionnel pour l'Amérique latine. Elle est favorisée par les médiocres performances économiques depuis deux ans, par l'afflux d'immigrants vénézuéliens (2,8 millions fin 2024) sans ressources, et par les faiblesses de la police et de la justice, insuffisamment financées.

---

**L'objectif de « paix totale » affiché par Petro avant son élection est très loin d'être atteint**

---

7. Source : Recensement National Agricole 2014, DANE.

La « paix totale » de Petro se référerait plutôt à l'apaisement en milieu rural, par une négociation conduisant à un désarmement des groupes armés, les principaux étant les dissidences des FARC, des groupes peu centralisés de l'Armée de libération nationale (ELN), et le « Clan du Golfe ». Ces groupes se battent surtout entre eux pour le contrôle de territoires de culture et de transformation de la coca, et à l'occasion contre l'armée nationale, la population rurale et des petites villes faisant souvent les frais (meurtres, déplacements forcés, extorsion) de ces affrontements. Après trois ans, le bilan est très maigre, avec seulement le dépôt des armes (à confirmer) d'un petit groupe dissident de l'ELN. Maigre mais logique : s'il était encore possible pendant la présidence Santos (2010-2018) de mener des négociations politiques avec les FARC (même si celles-ci avaient aussi dérivé vers le trafic de stupéfiants), cela est illusoire avec les groupes persistants, dont le discours politique agressif ne cache pas l'objectif unique de contrôle de territoires pour poursuivre leurs activités. L'objectif de « paix totale » est donc voué à échouer, tant qu'il existera une demande illégale pour les produits de ces groupes armés.

La violence politique n'a pas disparu. D'une part, dans les zones rurales, les assassinats d'ex-guerrilleros démobilisés et de leaders communautaires continuent, dans une indifférence quasi générale. Mais, plus visible, Miguel Uribe Turbay, un sénateur de droite pré-candidat à l'élection présidentielle de 2026, a été gravement blessé par balles à Bogotá le 7 juin 2025. Cela fait craindre un retour aux assassinats ciblés d'il y a 35 ans, comme celui en 1989 de Luis Carlos Galán, grand favori de l'élection présidentielle de 1990, ou ceux de tous les candidats de gauche à la même élection. Le contexte est cependant différent : si la violence persiste, le pays n'est plus à feu et à sang comme en 1990. Le choix de la victime est par ailleurs peu compréhensible : Miguel Uribe ne se profilait pas comme un futur vainqueur de l'élection et, voix plutôt modérée dans un parti souvent extrémiste, ne suscitait pas la même haine que la gauche des années 1990.

---

## La violence politique n'a pas disparu

---

### ***Une présidence désordonnée et agressive***

Depuis trois ans, la vie politique tourne autour de Gustavo Petro. Si pendant la première année de mandat le gouvernement Petro a pu fonctionner de manière « normale », avec les difficultés attendues pour un gouvernement réformiste mais minoritaire face à un Congrès dominé par la droite, les dérapages se multiplient ces derniers mois.

Quelques exemples pour illustrer la confusion ambiante :

- **La valse des ministres.** Depuis la prise de fonctions de Gustavo Petro en août 2022, se sont succédé quatre ministres aux Finances, à l'Intérieur, aux Relations extérieures, aux Transports et aux Sports ; trois à la Justice, à l'Éducation, aux Mines, au Commerce ; trois directeurs au Plan (DNP)... La quasi-totalité des sortants, y compris plusieurs « poids lourds » du premier gouvernement (Finances, Éducation, Agriculture, Travail, Environnement,

DNP) sont partis ou ont été limogés sur des désaccords, souvent publics, avec le président. Il est évident que cela nuit à l'efficacité de l'action publique.

- **La diffusion des Conseils des ministres.** Petro a décidé le 4 février 2025 que les réunions seraient diffusées sur tous les canaux télévisés, interrompant tout autre programme, quelle que soit la durée des conseils (jusqu'à six heures). La première diffusion s'est très mal passée, plusieurs ministres protestant (en public donc) contre la nomination et la présence du récemment nommé chef de l'administration présidentielle, Armando Benedetti, un politicien controversé venant de la droite, que Petro nommera quelques semaines plus tard ministre de l'Intérieur.
- **La réforme du travail.** Gustavo Petro voulait une réforme du droit du travail. La majorité de Sénat aussi, mais n'était pas disposée à aller aussi loin que le président. Objectivement, les divergences portaient sur des points de détail, qui pouvaient être négociés. Mais Petro en a fait un foyer de conflit aigu, en menaçant le Congrès – s'il ne votait pas la réforme dans les termes voulus par lui (ce que le Sénat a fini par faire) – de la faire adopter par un référendum, refusé par le Sénat, et donc, selon la quasi-totalité des juristes, inconstitutionnel.
- **La « règle fiscale ».** Les finances publiques colombiennes sont sous tension, principalement en raison de la faiblesse des recettes (fiscales et pétrolières). Le gouvernement Petro semble vouloir desserrer ces tensions par un abandon de la contrainte de la « règle fiscale », qui limite la possibilité d'endettement de l'État. Cela ne manquera pas d'inquiéter les marchés financiers, qui pénalisent déjà la Colombie par rapport à ses pairs<sup>8</sup>. Là encore, l'opposition est radicale entre la présidence et la majorité du Congrès.
- **Les tweets et les discours.** Gustavo Petro est un *tweeteur* compulsif. Il ne communique pas en majuscules, mais use fréquemment d'un vocabulaire agressif, parfois insultant, envers ses opposants<sup>9</sup>. Il est également coutumier de longs discours (parfois diffusés sur tous les canaux de télévisions) dans lesquels il multiplie les digressions historiques parfois obscures, et les attaques violentes à ses contradicteurs.

Après trois ans, il apparaît clairement que le principal problème de gouvernance tient à la personnalité de Gustavo Petro, à son désordre (difficulté à respecter un emploi du temps, annulation *in extremis* des rendez-vous, « disparition » pendant deux jours...), à sa tendance à transformer tout désaccord en conflit, à sa propension à la fuite en avant, beaucoup plus qu'à la radicalité de son projet politique (mais son incapacité à gérer un

---

8. Le *spread* sur le souverain colombien à dix ans était début juin 2025 de 12,2 %. Pour le Vietnam, noté BB+ comme la Colombie, il était de 3,2 %, et pour l'Afrique du Sud, nettement plus mal notée (BB-), de 10,0 %.

9. Un média en ligne indépendant, La Silla Vacía, a fait en juin une analyse de l'agressivité dans les *tweets* de politiciens et d'influenceurs politiques colombiens. Gustavo Petro y apparaît comme le principal émetteur de violence verbale, mais aussi sa principale cible (cf. [www.youtube.com](http://www.youtube.com)).

désaccord le pousse souvent vers la radicalisation). Petro, qui a été un excellent sénateur d'opposition, n'a pas su endosser les habits d'un président.

À sa décharge, il convient de rappeler qu'une partie de l'opposition (notamment le « Centre démocratique » de l'ex-président Alvaro Uribe) n'a jamais accepté de laisser le pouvoir, tenu presque sans interruption depuis l'indépendance, à la gauche<sup>10</sup>. Dès son élection (qui n'a cependant pas été contestée), il a été l'objet d'attaques féroces, parfois haineuses, de certains secteurs d'opposition, dont la quasi-totalité des médias de grande diffusion.

Il peut sembler surprenant, dans un tel contexte, que Gustavo Petro continue à bénéficier du support, certes minoritaire mais restant significatif, d'une partie de la population. En mai 2025, 12 % des Colombiens gardaient une « très bonne », et 25 % une « bonne » opinion de leur président. Mais le rejet est également massif : 42 % de « très mauvaises » et 18 % de « mauvaises » opinions. Cependant, 37 % des Colombiens estiment qu'ils seraient plus mal représentés et gouvernés par un homme ou une femme politique « classique » que par Gustavo Petro.

## Les perspectives : vers un retour de la droite ?

Aucune échéance électorale n'est prévue en 2025. En revanche, l'année 2026 sera chargée avec, le 8 mars, des élections législatives qui renouvelleront la totalité des 103 sénateurs (élus dans une circonscription nationale unique) et des 183 représentants (élus par département, en fonction de la population), et une élection présidentielle (sans possibilité de réélection) les 31 mai et 21 juin.

Gustavo Petro et son gouvernement sont très minoritaires au Congrès, avec seulement 18 sénateurs du Pacto Histórico et 15 sénateurs (dont certains font parfois défection) d'autres partis appuyant le gouvernement. La situation est similaire à la Chambre des représentants. Le gouvernement doit donc rechercher en permanence l'appui temporaire de partis « neutres » ou d'opposition. Il l'obtient parfois par la négociation (ainsi pour la réforme fiscale de 2022), parfois par des marchandages politiques traditionnels (octroi de postes administratifs...), parfois ne l'obtient pas (par exemple, récemment, sur le référendum voulu par Petro).

Aucun sondage n'est encore disponible, mais tous les analystes colombiens pronostiquent une déroute de la gauche en mars 2026. Des groupes politiques ou sociaux (la gauche traditionnelle, le centre-gauche urbain, et la population la plus modeste) qui ont permis l'élection de Gustavo Petro en 2022, le premier risque en effet de se retrouver isolé. Le centre-gauche, déçu par la pratique du pouvoir de Petro, aura ses propres candidats, et une partie des classes populaires, qu'il n'a pas su organiser (comme l'a fait

---

10. On rappelle aussi que la droite a tenté de destituer Gustavo Petro en 2014 quand il était maire de Bogotá.

par exemple Andrés Manuel López Obrador au Mexique avec le parti Morena), reviendra à l'abstention.

Pour l'élection présidentielle, l'opposition, suivie par une grande partie de la classe moyenne, enfiévrée par des médias presque tous hostiles à Gustavo Petro et à la gauche, se fait peur avec un scénario catastrophe : Petro se maintenant au pouvoir, soit en faisant annuler par les voies constitutionnelles l'interdiction de candidature (comme Alvaro Uribe en Colombie en 2006, ou Nayib Bukele au Salvador en 2021<sup>11</sup>), soit par un *autogolpe* de Petro, sur la base d'un « soutien populaire contre l'oligarchie » (comme Pedro Castillo au Pérou en 2022, ou « contre le communisme » comme Jair Bolsonaro au Brésil en 2023). Nous n'y croyons pas du tout.

La première option n'est sans doute plus possible en termes de délais et se heurterait à une très ferme opposition des institutions (Congrès, Cour constitutionnelle), alors que Petro est très loin d'avoir le soutien populaire dont bénéficiait Uribe en 2006, qui lui permettait alors d'en appeler à un « état d'opinion » supérieur selon lui à l'« état de droit »<sup>12</sup>. La deuxième option est encore plus improbable. Même si Gustavo Petro en avait l'intention (ce qui reste à démontrer), il se heurterait alors non seulement aux institutions civiles, mais aussi aux forces armées. En outre, les tentatives de Pedro Castillo et de Jair Bolsonaro sont des précédents décourageants pour les candidats à un *autogolpe*.

Il y aura donc une élection présidentielle en 2026. Comme pour les législatives, le contexte sera peu favorable à la gauche, handicapée par l'échec objectif de Gustavo Petro

---

## Un virage à droite est probable en Colombie en 2026

---

à réformer le pays et par sa pratique désordonnée du pouvoir, que toutes les oppositions ne manqueront pas de rappeler. Aucun candidat ne s'est encore clairement déclaré à gauche. Au centre et à droite, le problème est plutôt inverse : un an avant l'élection, plus d'une vingtaine de candidats se sont déjà manifestés. Des procédures internes aux partis et aux coalitions existent et permettront de sélectionner un nombre plus limité de candidats, mais des candidatures hors partis sont également possibles (par exemple, celle de l'ex-maire de Bogotá, Claudia López).

Au total, un virage à droite est probable en Colombie en 2026. Gustavo Petro a même peut-être rendu plus difficile l'accession au pouvoir de la gauche colombienne pour plusieurs mandats. Mais, contrairement à ce que clame une grande partie de l'opposition, Gustavo Petro est loin d'être le principal problème du pays. La pauvreté, les inégalités et injustices sociales, le conservatisme extrême de la majorité de la classe dirigeante, la violence des *narco*s, et les lacunes des infrastructures sont des obstacles au développement et à la paix interne bien plus sérieux et complexes que les insuffisances ou

---

11. Constitutionnelles mais contestables : corruption de parlementaires pour Uribe, destitutions de juges opposants pour Bukele.

12. Pour les mêmes raisons, nous ne croyons pas que Gustavo Petro ait la possibilité de convoquer une Assemblée constituante, même s'il a affirmé vouloir le faire pour dépasser les obstacles du Congrès.

les foucades de Gustavo Petro, et il faudrait beaucoup d'optimisme pour espérer qu'ils soient levés par une droite de retour au pouvoir.

---

**Jean-Louis Martin** est économiste, consultant pour des institutions financières de développement et chercheur associé à l'Ifri.

**Comment citer cette publication :**

Jean-Louis Martin, « La Colombie après trois ans de mandat de Gustavo Petro », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 28 juillet 2025.

ISBN : 979-10-373-1093-4

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Cover: Rio de Janeiro, Brésil, le 19 novembre 2024, Gustavo Petro lors d'une réunion à la plénière du G20  
© A.PAES / Shutterstock.com



27 rue de la Procession  
75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)

